

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

**SOCIETE DE BOURSE**  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8568 RB Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21 31 87 33  
 +229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en hausse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Audiovisuel**

**Canal+ passe à 30,27% du capital de MultiChoice**

De 6,5 % de parts en 2020, Canal+ est d'abord passé à 26,26% du capital de l'opérateur de télévision payante MultiChoice ... • (Page 06)

**Intelligence artificielle**

**Le groupe Isheero octroie 150 bourses de formation aux jeunes béninois**

En collaboration avec le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, le groupe Isheero a procédé au ... • (Page 10)

**Financement de l'habitat dans l'Uemoa**

**Yedau Ogoundele, nouvelle DG/CRRH-Uemoa**



**Promotion de l'e-Banking**

**(Page 03) Inclusion financière**

**Le Bénin fait forte impression au Congo**

Véronique Tognifodé, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance a pris part aux Assises Nationales de l'Economie Informelle au Congo sur invitation du ... • (Page 04)

**Assemblée nationale**

**La neuvième législature installée, Vlavonou rempile**

Les députés de la 9<sup>e</sup> législature du Parlement béninois ont été installés hier dimanche ... • (Page 09)

**« African Digital Summit »**

**Plus de 2000 participants attendus du 02 au 03 mars à Casablanca**

Initiée par le Groupement des annonceurs du Maroc (GAM), la rencontre « African Digital Summit » aura lieu en mars prochain, à ... • (Page 02)

**Croissance inclusive**

**Des écarts régionaux persistants en matière d'égalité des sexes**

En dépit des efforts engagés de part et d'autres, les inégalités entre les sexes persistent dans le monde. Dans ... • (Page 11)



**Orabank Bénin innove avec "WhatsApp Banking"**

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

« African Digital Summit », 5<sup>ème</sup> édition

Plus de 2000 participants attendus du 02 au 03 mars à Casablanca

Initiée par le Groupement des annonceurs du Maroc (GAM), la rencontre « African Digital Summit » aura lieu en mars prochain, à Casablanca. Plus de 2000 participants sont attendus.



• S.T.

Après deux ans d'hibernation, l'African Digital Summit fait son come-back en 2023. Mis en place par le Groupement des Annonceurs du Maroc (GAM), ce rendez-vous dont la 5<sup>ème</sup> édition se tiendra à Casablanca avec plus de 2.000 participants, sera, selon les organisateurs, l'occasion de discuter des défis du digital sur le continent. « Cette édition exceptionnelle porte l'ambition d'accompagner les entreprises dans les enjeux du digital, anticiper les

évolutions futures, et identifier les meilleures solutions dans le cadre d'une expérience mémorable en termes de rencontres et de networking », a déclaré Youssef Cheikhi, président de la GAM. Il a également souligné le rôle important de cette rencontre dans la mobilisation des décideurs dans les métiers en lien avec le digital, le rayonnement du Maroc et la promotion de l'attractivité de son label auprès de la communauté internationale du marketing qui sera représentée à l'événement par 2.000 participants issus d'une trentaine de pays.

Cette rencontre continentale s'adresse principalement aux acteurs du marketing, de la communication, du digital et des médias, ainsi qu'aux dirigeants des Petites et moyennes entreprises (PME), conscients de l'évolution du secteur numérique au Maroc et dans les pays Africains. Prévue pour se tenir sous format hybride, l'édition 2023 du sommet s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes qui ont connu, depuis 2015, une adhésion massive des acteurs du secteur du numérique sur le continent.

## Cari du jour



## AUX DÉCIDEURS...

## L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

## Financement vert des PME en Afrique : Le groupe AGF s'associe avec Bettervest

Le groupe African Guarantee Fund (AGF) a signé, jeudi 26 janvier 2023, un accord de partenariat avec Bettervest, une plateforme de financement participatif basée à Francfort (Allemagne) pour accroître le financement de projets de développement durable des PME en Afrique. Selon les termes de cette convention, AGF fournira une garantie partielle à Bettervest, en partageant le risque de défaut résultant de facilités accordés aux PME sur le continent.

## Financement de l'habitat dans l'Uemoa

## Yedau Ogoundele, nouvelle DG/CRRH-Uemoa

Le Conseil d'Administration de la CRRH-UEMOA réunit en session le 30 janvier 2023 a porté à la tête de l'institution financière une nouvelle Directrice. Il s'agit de Yedau Ogoundele qui succèdera à Christian Agossa.

• Bidossessi WANOU

Avec vingt années d'expérience en financement avec des fonctions de structuration, développement commercial et trading et d'origination obligataire, Yedau Ogoundele est la nouvelle Directrice générale de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH). De nationalité béninoise, celle qui succède à son compatriote Christian Agossa à la tête de la CRRH a une parfaite connaissance des marchés financiers internationaux pour avoir été précédemment responsable des activités de Structuration de Crédit dans la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) de IXIS CIB et du Crédit Agricole à Paris et à Londres. Diplômée de l'EM Lyon Business School, elle a servi chez Southbridge en qualité de Senior.

Avant sa nomination, l'actuelle DG/CRRH-Uemoa était administratrice indépendante à la CRRH-UEMOA et membre du Comité des Risques. Elle maîtrise ainsi les défis pour avoir coordonné l'élaboration du Plan Stratégique 2023-2027 de la CRRH-UEMOA. Un



parcours excellent qui a joué en sa faveur auprès du jury de sélection. C'est du moins le commentaire du Président du Conseil d'Administration de la CRRH-Uemoa Louis Adandé. « Nous recherchions donc à la tête de la Caisse une expertise avérée des mécanismes innovants du financement hypothécaire et un profil expérimenté connaissant parfaitement les marchés, pour ouvrir cette nouvelle étape de nos activités, madame Yedau Ogoundélé répondait pleinement à cette attente », a expliqué le PCA/CRRH Uemoa. Dans son intervention, le PCA est revenu sur les défis auxquels l'institution fera face. « Nous devons inverser la

tendance et participer plus activement à la dynamique de résorption de ce déficit en relation avec les Etats membres, nos actionnaires, les partenaires techniques et financiers. Notre institution dédiée au financement du logement se doit d'être outillée pour mieux jouer le rôle qui est le sien. Le recours au marché financier international pour mobiliser des ressources importantes à mettre à la disposition de nos actionnaires va être central pour aider à infléchir la courbe », a-t-il fait savoir. Il faut dire que la CRRH qui est dans sa treizième année d'activité, parce que créée en 2010, entend redynamiser ses activités et impacter

du logement dans les pays de la zone, en relation avec les Banques commerciales et les Institutions financières régionales et internationales qui sont pour la plupart ses actionnaires.

La nouvelle directrice reste également consciente des

défis et entend œuvrer de concert avec ses collaborateurs pour l'atteinte des objectifs : « Les remontées du marché revenaient sur le fait que la mission de la Caisse se devait d'être plus structurante pour le secteur et les impacts de ses financements devraient se ressentir chez tous les acteurs et dans les populations cibles de manière plus importante. Ces éléments ont été déterminants pour moi en sus de l'opportunité que représentait la mise en œuvre concrète de ce nouveau plan stratégique que j'avais contribué à élaborer », a confié Yedau Ogoundélé à l'annonce de sa nomination.

### Zoom sur la CRRH-Uemoa

Créée en 2010, la CRRH-

UEMOA est l'un des fruits de la coopération engagée en 2005 par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) de l'UMOA ex Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) pour la mise en place d'un marché hypothécaire dans les pays de l'UEMOA. Elle a pour mission d'offrir aux établissements de crédit de l'UEMOA des ressources longues pour le refinancement des prêts hypothécaires consentis à leurs clients, soit par émissions d'emprunts sur le marché financier régional, soit par la mobilisation de ressources concessionnelles auprès des partenaires au développement.



## Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 ‰	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics

## Cadastre national du Bénin

# Le Gouvernement mobilise les Partenaires techniques et financiers pour sa généralisation

Le Gouvernement du Bénin lance une offensive de charme en vue d'inciter les partenaires techniques et financiers à l'accompagner dans son ambition d'étendre la campagne d'enregistrement de toutes les parcelles qui sont sur le territoire national et les stocker en toute sécurité dans le système d'information foncier (e-Foncier Bénin). C'est l'objet d'un atelier technique d'information des PTF sur le cadastre national du Bénin, organisé par l'Agence National du Domaine et du Foncier (ANDF) et qui s'est déroulé ce vendredi 10 février 2023 au Palais des Congrès à Cotonou.



Institué par la loi portant Code foncier et domaniale, le cadastre national est un dispositif d'enregistrement et de gestion numérique des données foncières qui permet une bonne gouvernance foncière, la sécurisation foncière, la réduction des conflits fonciers ainsi que l'amélioration, la disponibilité et la fiabilité de l'information foncière.

En trois (03) ans, l'ANDF a pu couvrir 24 arrondissements dans 12 communes. Cette phase a permis d'enregistrer et stocker en toute sécurité 460.000 parcelles dans un système d'information foncier e-Foncier Bénin qui a été développé en conformité avec la norme internationale ISO 19152. Pour le Directeur général de l'ANDF, Monsieur Vic-

torien KOUGBLENOU, le cadastre est un outil polyvalent qui permet une bonne régulation du foncier, un aménagement du territoire et une clarification des droits fonciers.

Dans son allocution, le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances a salué la mobilisation des partenaires techniques et financiers autour des ambitions du Gouvernement. Pour Monsieur Hermann Orou TAKOU, le cadastre est un outil incontournable et très indispensable dans un système de gouvernance rationnelle du territoire.

Démarré depuis 2019 avec l'appui financier et technique de l'Ambassade des Pays-Bas, le projet de réali-

sation du cadastre national a produit des résultats encourageants. On peut citer par exemple : la construction aux normes internationales de la base de données cadastrales ; la définition et l'implémentation d'une procédure de collecte, d'actualisation et de mise à jour des données cadastrales aux normes internationales ; la collecte de données cadastrales à titre de phase pilote dans certaines localités du Bénin.

Il existe donc aujourd'hui au Bénin, des prérequis aux plans technique et professionnel pour une réalisation aisée du cadastre national. Avant d'inviter les PTF à contribuer au financement de la mise à l'échelle du Cadastre, le DC/MEF leur a fait remarquer que cela est une urgence pour le Bénin et une exigence pour le bonheur des populations.

Cette séance qui s'est tenue, en prélude à une table ronde sur le financement du cadastre national, a réuni entre autres, les partenaires techniques et financiers notamment, les Ambassades de la Belgique, du Canada, de la France, des Pays-Bas, du Japon, des représentants de la Coopération Suisse, la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Coopération technique allemande (GTZ), des cadres techniques, de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF), de la Direction générale de financement du Développement, des ministères sectoriels dont celui du MAEC.

Source externe



## Inclusion financière par le Microcrédit

# Le Bénin fait forte impression au Congo

Véronique Tognifodé, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance a pris part aux Assises Nationales de l'Économie Informelle au Congo sur invitation du gouvernement congolais où elle a partagé avec un public de professionnels, les expériences du Bénin en matière de financement des femmes du secteur informel par le Microcrédit Alafia. C'était du 8 au 10 Février 2023.



● B.W

Aux Assises Nationales de l'Économie Informelle au Congo, le Bénin a encore fait parler de lui. Les pratiques béninoises en inclusion financière et accès au financement des femmes, jeunes et des ouvriers ont été exposées à un parterre de personnalités le 8 Février 2023. La présentation faite par la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance du Bénin, Véronique TOGNIFODE a permis de mettre en lumière, les avantages et les perspectives du financement des Activités génératrices de revenus (ARG) par le microcrédit Alafia au Bénin. Cela fait deux fois en un an que le Congo Brazzaville demande à mieux s'informer sur l'expérience du Bénin en matière de microcrédit aux personnes du secteur informel. En effet, le secteur informel est un secteur important et stratégique pour nos pays. Il cristallise le plus grand nombre d'emplois et représente une bonne partie de la richesse nationale. C'est un secteur fragile qui continue de poser de nombreux défis pour nos politiques nationales

de développement. Au Bénin, le gouvernement sous le leadership du Président Patrice TALON a opté pour une stratégie d'accompagnement et de mutation progressive vers le formel. Plusieurs mesures sont prises dont des programmes de microcrédit plus adaptés. « Au Bénin, l'économie informelle occupe 95 % de la main-d'œuvre et représente environ 60 % du PIB. Et les femmes y sont majoritaires ». C'est en ces termes que la Ministre a planté le décor devant les Brazzavillois avant d'expliquer que ce secteur informel contribue à l'économie béninoise aussi bien en termes de création de la richesse nationale que de création d'emplois et distribution des revenus. Selon la Ministre, la priorité est donnée aux femmes parce qu'elles représentent 63,6% des emplois dans le secteur informel et sont dominantes dans l'activité commerciale avec 76% des emplois. Pour cela, des actions publiques dont le Microcrédit Alafia, ont été développées pour favoriser l'inclusion des plus démunis, notamment les femmes du système financier classique. La Ministre a évoqué devant l'assistance les

réformes opérées pour dépolitiser le secteur, faciliter l'accès et les transactions aux femmes ainsi que les facilités mises en place afin de les soulager, atteindre un grand nombre de bénéficiaires et pérenniser le programme. Au 31 Décembre 2022, deux ans après les réformes, c'est 21,493 milliards de FCFA qui ont été décaissés aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires. Près de 500 mille personnes dont 86% de femmes ont été touchées avec un taux de remboursement de 94%. A ce jour, on note une réelle motivation aussi bien au niveau des SFD que des femmes bénéficiaires qui au-delà des individualités, s'organisent en groupement pour bénéficier de cet accompagnement. Initiative du Ministère en charge de l'Économie informelle avec l'appui de la Banque Mondiale et du PNUD, Les Assises Nationales de l'Économie Informelle au Congo ont pour objectif d'offrir un espace de dialogue aux travailleurs de l'économie informelle et de dégager les axes prioritaires pour l'élaboration de la politique nationale de l'économie informelle assortie d'un plan d'action.

Les Assises ont permis de réunir autour d'une même table les décideurs publics, les acteurs du secteur informel, les organisations faitières de l'économie informelle, les économistes et tout autre sachant disposant de connaissances dans le domaine de l'économie informelle.



## Bretagne

## Mais qui est le serial saboteur d'eau potable de l'île de Sein ?

« Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle ». Sur l'île de Sein, l'intervention d'un technicien de Veolia début février a semé le trouble. Appelée à la rescousse pour identifier un mystérieux problème de fuites sur le réseau d'eau potable, l'entreprise a étudié pendant deux jours l'ensemble des installations de ce caillou situé au large de la pointe du Raz (Finistère). Ici, les habitants boivent toute l'année de l'eau de mer, rendue potable par deux osmoseurs. Totalement dépendante de ses deux appareils de désalinisation, l'île de Sein s'inquiète depuis deux ans de fuites très importantes sur son réseau. Un sujet qui crispe la municipalité car le traitement de l'eau coûte ici très cher et qu'elle est d'autant plus précieuse qu'elle peut se faire rare. Après la visite de Veolia, le rapport était très attendu par les élus, qui craignaient que le réseau de canalisations soit flingué par quarante années passées sous



terre. Le verdict est pourtant tout autre. D'après le technicien, le réseau de Sein serait en parfait état de marche. Ça, c'est pour la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que ces fuites à répétition seraient liées à des actes malveillants. Ce qui laisse penser qu'un des 150 habitants se plaît à ouvrir grand les vannes de temps en temps. Un sabotage ? Mais de qui ? Et pourquoi ? Mystère.

« Tout le monde se

## demande qui ça peut être »

Depuis qu'il a reçu le rapport de Veolia, le maire de l'île de Sein est un brin déboussolé. « Je ne m'attendais pas à ça. C'est la grosse agitation sur l'île. Nous sommes à peine 150 ici en hiver. Alors tout se sait. Tout le monde se demande qui ça peut être et pourquoi on nous fait ça », explique le maire Didier Fouquet. Contactée, l'entreprise Veolia confirme que leur « chasseur de fuite » est bien passé les 1er et 2 février pour étudier le réseau. « Notre

agent constate après enquête qu'il n'y a pas de fuite sur le réseau d'approvisionnement en eau pluviale de l'île de Sein, ce qui laisse à penser que le problème à l'origine est humain », précise Veolia.

Sur l'île de Sein, qui compte 150 habitants en hiver, la question des fuites d'eau potable agite la population. Surtout depuis que l'on pense qu'elles sont d'origine humaine.

Le constat est pourtant clair. Avant l'annonce de la venue de l'entreprise sur l'île,

l'agent municipal affecté à la gestion de l'eau voyait régulièrement le compteur d'eau tourner sans raison. « On parlait de fuites de 50 m<sup>3</sup> d'eau par jour, c'est énorme si on le rapporte à la consommation de l'île », constate celui qui a été élu maire en 2020. C'est presque deux fois plus que la consommation de toute l'île en hiver. Un problème de taille car ces fuites de 50.000 litres se produisaient plusieurs fois par mois depuis environ deux ans, plombant les finances de la municipalité. Non raccordée au continent, l'île subventionne largement la production d'eau potable pour éviter qu'elle ne coûte trop cher aux habitants. Malgré ces efforts, le mètre cube d'eau potable est facturé 7,55 euros aux Sénans, quand la moyenne en métropole dépasse à peine deux euros. Mais qui pourrait alors « s'amuser » à la gaspiller ? Interrogé, un habitant de l'île n'y croit pas. « Ça m'étonnerait que ce soit volontaire. On a un trop grand respect

pour l'eau ici ». Et pourtant...

## Les fuites ont disparu depuis la venue de Veolia

Chaque maison étant équipée d'un compteur, les actes de malveillance se situeraient sans doute en amont. Sauf que, avant même la venue de Veolia, le problème de fuite a disparu. « Ça s'est arrêté dès qu'on a annoncé que des techniciens allaient venir. Depuis, c'est réglé, c'est quand même un grand mystère ! » constate le maire. Didier Fouquet balaie pourtant toute volonté de mener l'enquête pour trouver le ou la coupable. « Je ne vais pas faire Colombo ! Je n'accuse personne et je n'en veux à personne. J'aimerais juste comprendre. Est-ce que quelqu'un nous en veut ? ». Par le passé, il est déjà arrivé que des habitants occasionnels oublient de fermer les vannes mais le problème était rapidement identifié.

20minutes



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

## Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

## Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Indice de compétitivité logistique des marchés émergents

## Quatre pays africains progressent dans l'édition 2023

L'indice classe les 50 principaux marchés émergents du monde en matière de compétitivité logistique en se basant vingt-deux indicateurs couvrant les opportunités domestiques et internationales, le climat des affaires et l'état de la préparation à la numérisation.

Plusieurs pays africains ont amélioré leurs performances logistiques durant l'année écoulée malgré les perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, selon un rapport publié 7 février par le groupe logistique koweïtien Agility et le cabinet de recherche spécialisé Transport Intelligence. Sur les quatorze pays africains considérés comme étant des marchés émergents, quatre ont amélioré leur classement dans « l'Agility Emerging Markets Logistics Index 2023 », qui classe les 50 principaux marchés émergents du monde en matière de compétitivité logistique en se basant sur vingt-deux indicateurs qui les rendent attrayants pour les prestataires logistiques, les transitaires, les transporteurs aériens et maritimes, les distributeurs et les investisseurs. Ces indicateurs sont regroupés dans quatre catégories : les opportunités logistiques domestiques, les opportunités logistiques internationales, le climat des affaires et l'état de la préparation à la numérisation. La meilleure progression dans l'indice, qui évalue les performances logistiques des pays couverts par l'étude sur une échelle allant de 0 à 10, a été réalisée par la Tanzanie. Ce pays d'Afrique de l'Est situé en bordure de l'Océan indien a gagné cinq rangs par rapport à la précédente édition, grimant à la



37<sup>e</sup> position sur les 50 marchés émergents couverts. Son score est passé de 4,35 à 4,47 points, grâce notamment à l'amélioration de ses opportunités logistiques domestiques. La Tunisie a gagné quatre rangs par rapport à l'édition précédente de l'indice pour se hisser à la 32<sup>e</sup> place alors que le Kenya et le Ghana a gagné chacun trois rangs, grimant respectivement à la 25<sup>e</sup> et la 29<sup>e</sup> places.

La Zlecaf présente plusieurs avantages. Le rapport révèle également huit pays africains ont stagné dans le classement cette année (Maroc, Egypte, Afrique du Sud, Nigeria, Ouganda, Ethiopie, Mozambique, Libye), tandis que deux pays seulement ont régressé : l'Algérie (-4) et l'Angola (-1). Avec un score de 5,08 points, le Maroc est le pays du continent le mieux classé (20<sup>e</sup> sur un total de 50 pays) devant l'Egypte (21<sup>e</sup>), l'Afrique du Sud (24<sup>e</sup>), le Kenya (25<sup>e</sup>), le Ghana (29<sup>e</sup>), la Tunisie (32<sup>e</sup>), le Nigeria (34<sup>e</sup>), la Tanzanie (37<sup>e</sup>), l'Algérie (41<sup>e</sup>), l'Ouganda (43<sup>e</sup>), l'Éthiopie (45<sup>e</sup>), le Mozambique (46<sup>e</sup>), l'Angola (48<sup>e</sup>) et la Libye (50<sup>e</sup>). A l'échelle de l'ensemble des marchés émergents, la Chine conserve le premier rang. L'Inde arrive en deuxième position, devant

les Émirats arabes unis, la Malaisie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Thaïlande, le Mexique et le Vietnam. Le rapport indique d'autre part que les conflits, les sanctions, les troubles politiques, les faux pas économiques et les retombées persistantes de la pandémie de Covid-19 ont eu des retombées néfastes sur la compétitivité logistique de plusieurs pays comme l'Ukraine, l'Iran, la Russie, la Colombie et le Paraguay. L'indice « Emerging Markets Logistics » de cette année comprend une enquête distincte menée auprès de 750 dirigeants d'entreprises logistiques. Plus de deux tiers de ces professionnels sondés se sont montrés optimistes quant aux retombées positives de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) sur le commerce et la création d'emplois. 55 % des dirigeants interrogés affirment par ailleurs qu'ils seront plus agressifs en matière d'expansion et d'investissement sur les marchés émergents ou qu'ils laisseront leurs plans existants inchangés malgré les craintes de récession mondiale, alors que 50% estiment que le changement climatique est un problème auquel leur entreprise doit faire face.

Agence Ecofin

## Réforme des retraites

## L'Assemblée nationale adopte la suppression des régimes spéciaux

Comme le souhaitait le gouvernement d'Élisabeth Borne, l'Assemblée nationale a adopté le texte de suppression progressive de la plupart des régimes spéciaux. Vendredi, cette mesure, prévue dans l'article premier de la réforme des retraites, a recueilli 181 voix pour et 163 contre. Cette annonce marque l'adoption de la première mesure du projet contesté du gouvernement, dont l'examen avance au ralenti depuis son coup d'envoi

lundi dans l'hémicycle. Accompagnés de leurs certaines d'amendements, ce qui leur vaudra d'être accusés notamment par le camp présidentiel et le RN d'obstruction parlementaire, les députés de la Nupes ont défendu, sans succès, le maintien des différents régimes visés. Ainsi devront disparaître les régimes de la RATP, des industries électriques et gazières (IEG), de la Banque de France ou des clercs et employés de notaire.

## « Vos amendements sont inutiles »

La rapporteure Renaissance du texte, Stéphanie Rist, a défendu une mesure « d'équité ». « Pourquoi est-ce qu'on veut supprimer les régimes spéciaux ? Parce qu'ils coûtent 1,8 milliard d'euros aux Français tous les ans », a lancé aux oppositions le député Renaissance Sylvain Maillard.

20minutes

## Finance

## FSD Africa soutiendra l'émission de 400 millions \$ d'obligations vertes d'Afrique en 2023



L'institution spécialisée dans le développement des marchés financiers africains devrait agir en tant que conseiller des émetteurs potentiels dans des pays tels que la Tanzanie, la Zambie, le Nigeria et le Maroc.

FSD Africa (Financial Sector Deepening Africa), l'agence de développement financée par le gouvernement britannique, accompagnera des émetteurs potentiels d'obligations vertes dans plusieurs pays africains pour mobiliser une enveloppe totale de 400 millions de dollars en 2023, a rapporté Bloomberg, ce vendredi 10 février, citant un dirigeant de l'institution. Spécialisée dans le développement des marchés financiers en Afrique, FSD Africa jouera le rôle de conseiller de ces émetteurs dans des pays tels que la Tanzanie, la Zambie, le Nigeria et le Maroc. « Nous espérons le lancement des premières émissions d'obligations vertes au cours du prochain trimestre », a déclaré à Bloomberg le directeur des marchés des capitaux à FSD Africa, Evans Osano, indiquant que ces émissions serviront à financer des projets de lutte contre le changement climatique. Bien qu'il ne soit responsable que de moins de 4% des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, le continent africain subit de plein fouet les effets néfastes du réchauffement de la planète. L'Afrique ne reçoit cependant que 30 milliards de dollars de financements climatiques en moyenne par an, soit dix fois moins que les 300 milliards de dollars dont la région a besoin chaque année. De plus, les financements provenant du secteur privé ne constituent qu'une petite partie des financements climatiques destinés à l'Afrique. « 13 % seulement des financements climatiques dont bénéficie l'Afrique proviennent de sources privées contre 30 à 50% dans d'autres régions du monde », a révélé le directeur général de FSD Africa, Mark Napier. Et d'ajouter : « La part du financement climatique qui provient du secteur privé à l'heure actuelle est pitoyablement faible. L'Afrique a encore un long chemin à parcourir, mais nous voyons cela comme une opportunité ». FSD Africa a contribué à la mobilisation de 434 millions de dollars de financements climatiques dans des pays africains au cours des cinq dernières années.

## Audiovisuel

## Canal+ passe à 30,27% du capital de MultiChoice

De 6,5 % de parts en 2020, Canal+ est d'abord passé à 26,26% du capital de l'opérateur de télévision payante MultiChoice. Le Français annonce ce 10 février passer à 30,27% du capital du principal fournisseur africain de télévision payante.



Canal+, déjà principal actionnaire de MultiChoice, possède désormais 30,27 % des parts de l'opérateur de télévision payante basé en Afrique du Sud. L'information a été annoncée par les deux parties. « Ce franchissement de seuil témoigne de la confiance du groupe et de son actionnaire Vivendi dans les perspectives de MultiChoice et du continent africain, auquel ils sont très attachés », a indiqué Canal+ dans un communiqué relayé par Les Echos. La formule est, à peu de détails près, similaire à celle utilisée lors des précédentes augmentations au capital de MultiChoice. En septembre dernier, Canal+ était passé à 26,26% du capital de l'opérateur. L'annonce, il y a quelques heures, de l'acquisition de ces 4,01 % des parts, valorisées à près 128 millions \$ selon le média Zonebourse, a suscité de nouvelles craintes quant à l'intention de Canal+ d'acquiescer MultiChoice. La filiale de Vivendi a souvent botté en touche cette éventualité, préférant présenter ces acquisitions de parts comme de simples investissements dans les perspectives de MultiChoice. Tout au plus, certains observateurs y voient une simple stratégie de pénétration du marché anglophone. En plus, les lois sud-africaines empêchent un acteur étranger de disposer de plus de 20% des droits de votes au conseil d'administration. MultiChoice a déjà expliqué par le passé qu'une disposition de son acte constitutif l'autorise à réduire les droits de vote par rapport aux actions possédées pour que les actionnaires étrangers soient maintenus en dessous de 20 %. Cela dit, si Canal+ atteint les 35% de parts du capital, cela déclenche une offre automatique d'acquisition de MultiChoice.

## Réforme des retraites en France

## Une grève reconductible au retour des vacances ? La CGT-Cheminots y songe

Aller encore plus loin dans la mobilisation. Même si la CGT-Cheminots se réjouit de manifestations « massives » et d'une unité syndicale « très large », le syndicat a appelé ce vendredi à « amplifier les manifestations » contre la réforme des retraites mais aussi à « activer d'autres leviers dont disposent les salariés », évoquant une grève reconductible à partir du 7 mars. Le syndicat numéro un chez les cheminots craint avant tout un passage en force du gouvernement. « En faisant grève, nous avons un vrai pouvoir sur l'économie. En reconduisant la grève, nous élevons au maximum la pression », assure la CGT-Cheminots qui salue les actions communes déjà menées « avec l'énergie, les ports, la pétrochimie ». Face à la crainte des cheminots de se lancer seuls dans un mouvement dur, la CGT répond que « les mêmes débats seront portés dans toutes les branches de la CGT ».

Ecofin du 12 Février 2023

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

vendredi 10 février 2023

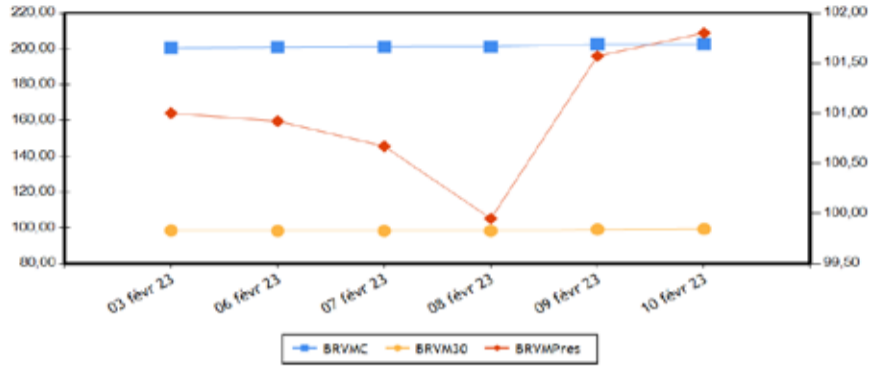
N° 30

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>202,55</b>
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	-0,33 %

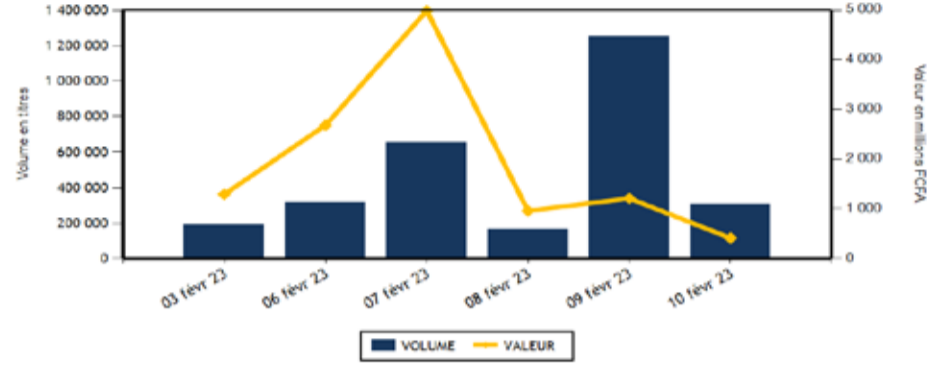
<b>BRVM 30</b>	<b>99,37</b>
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	-0,63 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,80</b>
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	1,80 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 535 375 584 410	0,02 %
Volume échangé (Actions & Droits)	305 885	-75,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	386 240 435	-64,79 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	14	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	13	30,00 %
Nombre de titres inchangés	13	8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 273 003 384 967	0,07 %
Volume échangé	2 810	-75,27 %
Valeur transigée (FCFA)	27 588 003	-76,17 %
Nombre de titres transigés	13	8,33 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	0,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	1 025	7,33 %	16,48 %
SETAO CI (STAC)	1 125	7,14 %	18,42 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	650	6,56 %	-18,75 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 900	5,36 %	1,99 %
UNIWAX CI (UNXC)	795	5,30 %	3,25 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	5 000	-5,66 %	-8,51 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 700	-1,55 %	9,62 %
TOTAL CI (TTLC)	2 070	-1,43 %	9,23 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 380	-1,08 %	6,56 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 400	-1,03 %	-2,04 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,80	0,23 %	1,80 %	221 862	252 560 285	6,04
BRVM-PRINCIPAL	36	98,59	-0,15 %	-1,41 %	84 023	133 680 150	9,74

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	99,53	0,17 %	-4,50 %	6 547	6 704 745	25,39
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	493,57	-0,29 %	0,89 %	21 703	215 135 105	8,94
BRVM - FINANCES	15	74,38	0,36 %	-1,50 %	254 338	88 640 575	6,92
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	0,00 %	-10,13 %	15 035	18 794 590	4,88
BRVM - AGRICULTURE	5	288,73	0,65 %	1,82 %	5 125	50 475 815	5,55
BRVM - DISTRIBUTION	7	364,67	-0,36 %	1,71 %	3 091	6 443 115	26,53
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 388,12	7,14 %	18,42 %	46	46 490	13,51

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,15
Taux de rendement moyen du marché	7,61
Taux de rentabilité moyen du marché	8,87
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	114
Volume moyen annuel par séance	425 884,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 143 375 059,99

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	11,01
Ratio moyen de satisfaction	34,71
Ratio moyen de tendance	315,10
Ratio moyen de couverture	31,74
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	6,37
Nombre de SGI participantes	30

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgjifs@biic-financialservices.com

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Février 2023</b>
<b>Mercredi 1 Février 2023</b>
<b>Lundi 5 Février 2023</b>
<b>Jeudi 9 Février 2023</b>
<b>Lundi 13 Février 2023</b>
<b>Vendredi 17 Février 2023</b>
<b>Mardi 21 Février 2023</b>
<b>Samedi 25 Février 2023</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 14/02/ 2023

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 14 Janvier 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
	Matéri	Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
Mono		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
Zou	Agoué	Agoué	mercredi	
	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouédémè	Ouédémè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
		Tokotoko	Tokotoko	lundi

**Cours des matières Premières Mardi 14 Janvier 2023**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17



## Assemblée nationale

## La neuvième législature installée, Vlavonou rempile

(Liste du nouveau Bureau de la 9<sup>e</sup> législature)

Les députés de la 9<sup>e</sup> législature du Parlement béninois ont été installés hier dimanche 12 février 2023. Sur les 109 élus, 107 ont répondu présents avec six suppléants investis eux aussi en lieu et place des titulaires démissionnaires. L'élection des membres du bureau a eu également lieu, et Louis Gbèhounou Vlavonou président de la 8<sup>e</sup> législature maintient sa position au perchoir pour les trois prochaines années.

● B.W

Louis Gbèhounou Vlavonou, Barthélémy Dahoga Kassa, Léon Basile Ahossi, Djibril Amadou, Chantal Ahyi, Mahougnon Kakpo et David Houinsa sont respectivement élus Président, 1<sup>er</sup> Vice-président, 2<sup>ème</sup> Vice-président, 1<sup>er</sup> Questeur, 2<sup>e</sup> Questeur, 1<sup>er</sup> Secrétaire parlementaire puis 2<sup>e</sup> Secrétaire parlementaire. Le bureau du Parlement béninois, 9<sup>e</sup> législature est connu. Le président Louis Vlavonou retrouve ainsi son siège. Il est même le seul membre du bureau de la 8<sup>e</sup> législature à rempiler. L'opposition qui vient de faire son entrée au Parlement est aussi représentée dans le bureau en la personne de Léon Basile Ahossi élu deuxième

Vice-président de l'Assemblée nationale. Quant à Louis Gbèhounou Vlavonou, 70 ans, il est reconduit président de l'Assemblée nationale, 9<sup>e</sup> législature, pour un mandat de trois ans (2023-2026). Candidat de la mouvance, Louis Vlavonou a été réélu par 77 voix contre 30 pour son challenger Viviane OROU TAMA du parti Les Démocrates. Il y a eu 107 votants sur 109 députés, zéro abstention et zéro bulletin nul. Au poste de premier vice-président du bureau de l'Assemblée nationale, c'est Barthélémy KASSA qui a été élu par 78 voix. Son challenger, Constant Nahum, candidat du parti Les Démocrates a obtenu 29 voix. Pour le poste de deuxième vice-président du bureau de l'Assemblée nationale, Comlan



● Louis Gbèhounou Vlavonou président

Léon Ahossi, seul candidat en lice, élu sur la liste du parti Les Démocrates, colonel des douanes à la retraite l'a emporté.

## Qui est Louis Vlavonou?

Louis Vlavonou a été élu président de l'Assemblée nationale, 8<sup>e</sup> législature, le vendredi 17 mai 2019 au

Palais des Gouverneurs à Porto-Novo par un score de 78 voix pour, 01 contre et 03 abstentions. Très discret mais bien connu dans les alcares de l'Eglise catholique où il est président et président d'honneur de plusieurs associations dans les Eglises notre Dame de Lourde et Sacré Coeur à Porto-Novo. Colonel des douanes à la retraite, Louis

Vlavonou est un ancien Secrétaire Général du Syndicat de la douane béninoise (SYDOB). Originaire du village Kokoumolou dans la commune d'Ifangni, il est membre fondateur du Mouvement Africain pour la Démocratie et le Progrès (MADEP) de l'homme d'affaires Séfou Fagbohoun. Il est élu pour la première fois député en 2003 pour le compte de la quatrième législature dans la vingt et unième circonscription électorale (Adja-Ouère, Ifangni et Sakété). Mais il ne va pas siéger puisqu'étant encore en fonction et secrétaire général du SYDOD, il avait démissionné pour laisser sa place à son suppléant Mathieu Ahouansou, un professeur certifié en service à la Direction des examens et concours ; pour poursuivre sa carrière à la douane béninoise. Réélu député en 2007

sur la liste de l'Alliance pour une Dynamique Démocratique (ADD) composée des partis politiques Madep, Rb, Psd et autres ; il a été réélu député en 2011 et 2015 mais cette fois-ci sous la bannière de l'alliance Union fait la nation. Membre de l'Assemblée Parlementaire de la francophonie, il fut l'un des rapporteurs de la Commission des affaires parlementaires de ladite assemblée. Le président Vlavonou fut également membre de la Commission d'orientation et de supervision de la liste électorale permanente informatisée (COS-LEPI) en 2015 et juge à la Haute Cour de Justice entre 2007 et 2011. Simple député pendant trois législatures (2007, 2011, et 2015), il est très actif et productif. Il est aussi initiateur et co-initiateur de plusieurs propositions de lois.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

### Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

### Scorpion

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

### Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

### Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

### Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

## Promotion de l'e-Banking

# Orabank Bénin innove avec "WhatsApp Banking"

Engagée dans l'innovation bancaire pour faciliter la vie à sa clientèle, Orabank Bénin a procédé, jeudi 09 février 2023, au lancement de son nouveau service "WhatsApp Banking". Une première du genre dans le secteur bancaire au Bénin.



● Sylvestre TCHOMAKOU

Avec la panoplie de possibilités qu'offre le numérique, Orabank s'ingénie à offrir à sa clientèle, une meilleure expérience de la digitalisation des services bancaires. Pour ce faire, l'institution bancaire dont la vision est panafricaine vient de lancer un nouveau service de banque via WhatsApp. Premier service du genre au Bénin, WhatsApp Banking d'Orabank qui se veut d'« amener la banque vers le client et non le client vers la banque », propose plusieurs services permettant aux usagers d'effectuer diverses opérations à partir de leur smartphone ou de leur tablette via un numéro WhatsApp. Avec 10 services, WhatsApp

Banking offre la possibilité à ses utilisateurs de : débiter leur compte bancaire et l'envoyer sur un compte mobile money ; faire des opérations de transfert de votre compte Orabank vers un autre compte Orabank ; des simulations de crédit sur le compte WhatsApp Banking. Les clients, à en croire le Directeur digital de la banque, Stane Agouda, peuvent demander à avoir leur relevé de compte ainsi que le solde de leur compte à partir de cette solution. « En plus de tous ses services que nous offrons, le client a la possibilité d'interagir avec la banque pour demander d'autres informations. Effectif en Guinée et au Togo depuis quelques années, ce service que vient de lancer la filiale Orabank Bénin

avec l'appui de la Fintech togolaise Semoa, répond à une triple ambition. « La 1ère, a fait savoir la DG Josiane Tchongui, est celle du groupe Orabank qui, dans son plan stratégique 2021-2025 a retenu un axe portant sur l'accélération du déploiement de l'offre et de la transformation digitale. WhatsApp Banking avait alors été identifiée comme un levier fort de la mise en œuvre de cet axe stratégique (...) ». Elle poursuit en indiquant que « la 2ème ambition est celle d'Orabank Bénin qui, très tôt, a adopté son mouvement de transformation digital visant à impacter l'offre de produits et de services mais aussi l'automatisation des processus internes pour une meilleure qualité de services à sa clientèle ». Quant à la 3ème ambition, c'est celle du « Bénin de la révélation » qui n'est autre que l'engagement du gouvernement pour déployer le très haut débit sur l'ensemble du territoire national et faire adopter les services innovants dans tous les secteurs de la vie sociale. C'est donc au cœur de cette triple ambition que Orabank embarque sa clientèle dans le WhatsApp Banking pour simplifier la relation bancaire. Il est à noter que le lancement de ce service a été suivi d'un panel porté sur les avantages du nouveau service et qui a réuni la DG Orabank Bénin, le DG Orabank Togo ainsi que d'autres acteurs de la banque.



## Intelligence artificielle au Bénin

# Le groupe Isheero octroie 150 bourses de formation aux jeunes béninois

En collaboration avec le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, le groupe Isheero a procédé au lancement officiel du programme dénommé "AfricaTech Up tour" ce samedi 11 février 2023 à Cotonou. C'était en présence des bénéficiaires de ce programme, du représentant du ministère du numérique et de la digitalisation, du représentant de SÈMÈ CITY, des responsables du groupe Isheero et ses partenaires.

● Falco VIGNON

L'objectif visé par ce programme est de former les jeunes béninois au métier de l'intelligence artificielle. Une initiative portée par le groupe Isheero et soutenue par ses partenaires dont Sème City, le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, Africa Techup tour et bien d'autres structures. Sur 1223 candidats au départ c'est seulement 150 qui sont retenus pour le compte de ce programme de formation qui vient répondre au besoin du terrain sur les thématiques liées à l'intelligence artificielle au Bénin. Les 150 bénéficiaires pour le compte de leur participation à ce programme de formation en intelligence artificielle ont reçu une bourse chacun d'une valeur de 1 million 500 mille FCFA. Ledit programme de formation couvre une période de quatre mois. Pendant cette période, les boursiers seront appelés à un cours préparatoire. Il s'agit entre autre d'un mois de tronc commun, trois mois de spécialisation en Data engineering, Data scientifique intelligence artificielle et Data cloud. Ces jeunes sont sélectionnés sur des critères bien définis et répondant aux



profils recherchés. Il s'agit de leurs compétences en mathématiques ou en statistiques, le potentiel et le gens. Ils sont sélectionnés de tous les départements du Bénin. Des critères qui font également la promotion de la femme dans ce secteur transversal à toute activité socio-économique, politique et bien d'autres. Une nouvelle façon de booster l'économie des entreprises et structures qui veulent se mettre au top de la modernisation. Plusieurs compétences en intelligence artificielle réunies pour faire de ces jeunes des éclairés du domaine. Pour le cofondateur du groupe Isheero Mahuna AKPLOGAN, ce programme n'est pas seulement bénéfique pour les 150 jeunes sélectionnés. Car ils mettront leur com-

ptence au service du Bénin une fois la formation terminée. «Aujourd'hui avec les réformes dans le domaine du numérique et de la digitalisation au Bénin, on sait qu'on a besoin des compétences en intelligence artificielle pour entreprendre un certains nombres de chose et ce programme de formation peut permettre de résoudre ce problème.» a souligné Mahuna AKPLOGAN cofondateur du groupe Isheero. Faut-il le rappeler, ce programme de formation démarre le 15 février 2023 en ligne et par moment de façon physique jusqu'au 15 juin 2023. Plusieurs experts de différents pays opérant dans l'intelligence artificielle vont accompagner ces 150 jeunes dans leur formation.

## Lutte contre les changements climatiques

# L'UA étend le projet de Grande muraille verte à l'Afrique australe

Lancée en 2007, l'initiative n'a atteint que 20% de ses objectifs à cause du manque de financement et des conflits. L'intérêt se porte désormais sur son extension vers des zones pacifiques, et le potentiel de nouveaux instruments financiers comme les swaps nature-dette et les obligations vertes. L'Union africaine (UA) a décidé d'étendre le projet de la Grande muraille verte à l'Afrique australe, en raison des défis sécuritaires rencontrés dans les autres sous-régions, a rapporté Bloomberg le 9 février, citant le coordinateur de cette initiative de restauration écologique et de lutte contre l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. «Le changement climatique, les

migrations, le manque de financements et les conflits ont entravé les efforts de plantation d'arbres dans les zones initialement prévues, mais les technologies modernes et les mécanismes de financement innovants offrent de nouvelles possibilités dans de nouvelles zones », a expliqué Elvis Paul Tangem. Selon lui, il est désormais presque impossible de continuer à planter des arbres et de restaurer les terres dégradées au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad, au Nigeria, en Érythrée et dans le nord du Cameroun à cause de l'insécurité et de la réaffectation des fonds à l'aide humanitaire. « Nous nous déplaçons maintenant vers des zones moins menacées par l'insécurité et moins

sujettes aux conflits, dont la partie australe l'Afrique. Nous nous rendons compte que Madagascar, l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud ont souffert ces dernières années de graves sécheresses et de la désertification. La grande muraille verte s'étend désormais jusqu'à ces pays ». Lancée en 2007 par l'UA, l'initiative prévoyait au départ la plantation continue de millions d'arbres sur une bande de 15 km de large allant du Sénégal à Djibouti. La vision a été réorientée en 2013 vers un vaste programme de gestion durable des écosystèmes et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales touchées par la dégradation des terres.

Ecofin

## Croissance inclusive

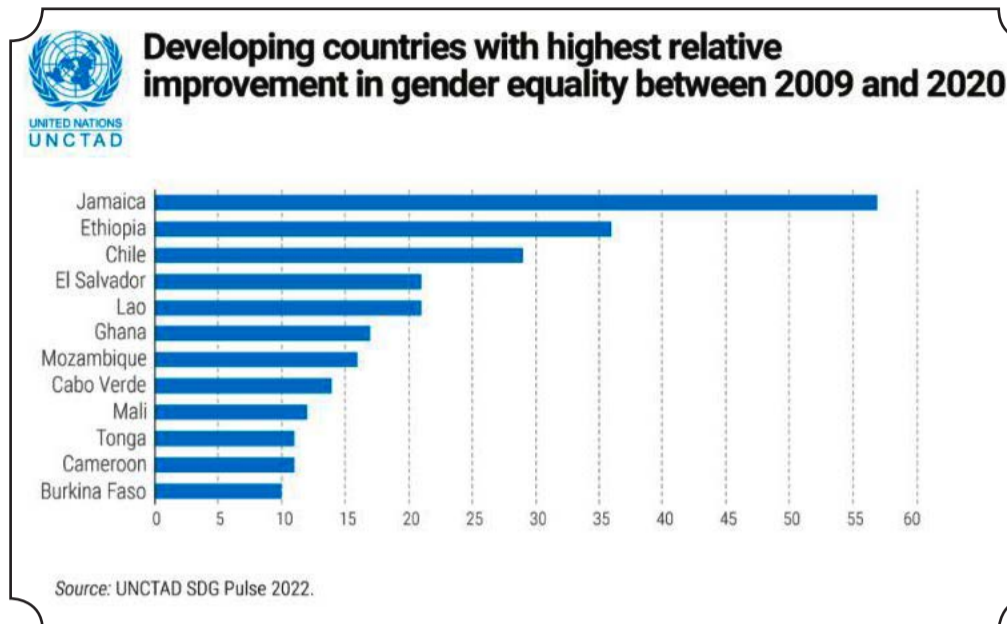
## Des écarts régionaux persistants en matière d'égalité des sexes

En dépit des efforts engagés de part et d'autres, les inégalités entre les sexes persistent dans le monde. Dans une récente publication, la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) a invité les Etats à améliorer les données sur le commerce et le genre.

● S.T.

Si dans les pays développés, la lutte pour l'égalité a beaucoup progressé, permettant d'avoir une société plus égalitaire, dans les pays en développement, notamment en Afrique, le défi reste énorme en matière d'égalité des sexes. C'est ce qu'indique « L'indice de croissance inclusive » de la CNUCED. Selon l'indice qui est une mesure relative de l'égalité entre les sexes et qui prend comme référence le pays le plus performant, l'Islande, la position des régions les unes par rapport aux autres n'a pas beaucoup changé au cours des deux dernières décennies, bien que les économies développées en tant que groupe aient renforcé leur position de leader. Les pays nordiques, souligne la Cnuced, sont particulièrement performants. Ils sont en tête selon l'indice, de même que certaines économies d'Europe de l'Est comme la Slovaquie, la Slovénie et le Bélarus.

L'Amérique latine et les Caraïbes semblent être, en moyenne, la région en développement la plus égalitaire entre les sexes, avec le Chili, l'Argentine et le Mexique en tête. Les pays de la région ont tendance à se situer au centre de la ré-



partition mondiale. L'Asie est la région où les écarts sont les plus importants. En tête, certains pays de la région, comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, Singapour et les Émirats arabes unis, font mieux que plusieurs nations développées. L'Afrique reste la région la moins égalitaire entre les sexes. Cependant, la moyenne de la région cache de grandes différences. Le Rwanda, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud obtiennent des résultats supérieurs à la médiane de l'ensemble des pays. Une douzaine de pays en développement ont fait des progrès considérables, en remontant de plus de dix places. Sept d'entre eux se trouvent en Afrique subsaharienne.

#### Alléger le fardeau du travail d'assistance

non rémunéré

L'édition 2022 de l'indice de croissance inclusive de la CNUCED comprend plus d'indicateurs d'égalité des sexes que les versions précédentes. Elle tient compte du rôle clé du travail d'assistance, que l'indice considère comme « l'ensemble des activités de soins rémunérées et non rémunérées utilisées comme intrants dans la production et dans le maintien de la main-d'œuvre ». Les activités d'assistance, quelle que soit leur forme, ont contribué à créer, aggraver et perpétuer les inégalités entre les femmes et les hommes. Partout, les femmes passent - ou ont passé jusqu'à récemment, plus de temps que les hommes à effectuer des travaux non rémunérés. Les recherches de l'ONU montrent que plus

de femmes que d'hommes ont quitté le marché du travail en 2020 pour assumer le surcroît de travail d'assistance qu'impliquait l'obligation de se confiner en réponse à la pandémie de COVID-19. Cette année, dans la plupart des pays, la participation des femmes au marché du travail devrait rester inférieure aux niveaux pré-pandémiques, selon ONU Femmes. Pour améliorer l'égalité des sexes partout dans le monde, la CNUCED appelle à investir davantage dans le secteur des soins dans tous les pays afin de soulager les femmes du fardeau historique que représente le travail non rémunéré - et pourtant essentiel, d'assistance, qui peut entraver leur instruction et leur épanouissement personnel et professionnel.

#### Améliorer les données sur le commerce et le genre

Les politiques commerciales peuvent être un outil puissant pour améliorer l'égalité des sexes. Mais comme les liens entre le commerce et le genre sont complexes et spécifiques au contexte, les gouvernements ont besoin de données nationales solides pour concevoir des politiques en réponse aux questions liées au genre. Or, la plupart des organismes gouvernementaux produisant des statistiques officielles ne disposent pas de données et d'outils nécessaires. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement et les économies émergentes, où, comme le montre l'indice, les inégalités entre les sexes sont plus prononcées. La CNUCED et ses partenaires travaillent avec des gouvernements en Afrique, dans le Caucase et en Asie centrale pour renforcer leurs capacités à élaborer et utiliser des statistiques commerciales spécifiques aux sexes. Des études préliminaires dans des pays pilotes, comme la Géorgie, ont mis en évidence que l'écart entre les sexes en matière d'emploi est plus important dans les entreprises engagées dans

le commerce international. Les femmes sont sous-représentées dans les secteurs nécessitant beaucoup de capital ou de technologie, comme l'industrie automobile, et sur-représentées dans les secteurs nécessitant une forte main-d'œuvre, comme l'industrie textile. Dans de nombreux pays, les femmes et les hommes acquièrent donc des connaissances et des compétences diverses qui pourraient ne pas se transférer facilement d'un secteur à l'autre. Pour les femmes, cela signifie que, sans programmes de formation ciblés, elles ne bénéficieront probablement pas de salaires plus élevés ni de meilleures conditions de travail découlant de la progression des entreprises de ces pays dans les chaînes de valeur mondiales ; les décideurs politiques doivent en être conscients. Outre le renforcement des capacités statistiques dans les pays en développement et les pays émergents, la CNUCED reste déterminée à travailler avec les gouvernements et les partenaires afin de promouvoir de nouvelles recherches et de nouveaux cadres conceptuels sur les liens entre la parité et le commerce. L'organisation a contribué au premier Congrès mondial du commerce sur le genre en décembre 2022.

## PSG - Bayern

## Mbappé de retour à l'entraînement à deux jours du match

Une lueur d'espoir pour le PSG dans la nuit noire ? Kylian Mbappé était de retour à l'entraînement, dimanche, à l'avant-veille du premier acte de la double confrontation avec le Bayern Munich, en 8es de finale de Ligue des champions. Un certain optimisme règne désormais autour de sa présence mardi.

Le buteur de 24 ans a participé à une partie de la séance collective avec les joueurs pas ou peu utilisés samedi à Monaco (défaite

3-1), réalisé des exercices individuels et même frappé au but, selon le quotidien L'Equipe, information donnée aussi par RMC Sports. Les deux médias évoquent la possibilité pour le Français d'être présent sur la feuille de match mardi en huitième de finale aller de Ligue des champions contre le Bayern Munich au Parc des princes.

Mbappé a été victime d'une lésion à la cuisse gauche le 1er février à Montpellier en championnat. Sa durée d'absence avait été évaluée



à trois semaines par le club.

#### Un coup de bluff ?

Interrogé sur la possibi-

lité de voir Mbappé revenir plus tôt que prévu, l'entraîneur Christophe Galtier s'est montré pessimiste samedi

soir : « Je ne le pense pas. Il suit son protocole de rééducation. Il a été victime d'une lésion musculaire.

On prendra zéro, zéro, zéro risque avec Kylian ».

L'entraîneur du Bayern s'était interrogé sur la communication du PSG, n'écartant pas la possibilité d'un coup de bluff. « Je ne crois pas qu'il sera absent. Je ne sais pas ce qu'il a, ce qui est indiqué sur le site Internet est vague. Je me prépare pour le match comme s'il allait jouer », avait expliqué Julian Nagelsmann début février.

20minutes

# Vos appels internationaux à petits prix

Vos appels à **180 F CFA/min** au lieu de ~~240 f cfa/min~~ vers le Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, Mali



**\*Le tarif vers MOOV CI est de 120 F/min**

Appels internationaux facturés à 3 f cfa/sec au lieu de ~~4 f cfa/sec~~

**\*Offre valable jusqu'au 23 Avril 2023**

☎ 1919 📞 55 50 50 50 ✉ [serviceclient@moov-africa.bj](mailto:serviceclient@moov-africa.bj)

Un monde nouveau vous appelle

Moov  
Africa